

Otávio Amaral da Silva Corrêa<sup>1</sup>

## Resenha

**COUTANT, ISABELLE. *LES MIGRANTS EN BAS DE CHEZ SOI*. PARIS : ÉDITIONS DU SEUIL, 2018.**

---

<sup>1</sup> Doutorando em Anthropologie Sociale et Ethnologie na École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS-Paris) e em Sciences des Religions na Université du Québec à Montréal (UQAM). Mestre em Anthropologie Sociale et Culturelle/Ethnologie, pela Aix-Marseille Université (2018-2019) e mestre em Antropologia pela Universidade Federal de Pelotas (2020). E-mail: [otavioamaral@hotmail.com](mailto:otavioamaral@hotmail.com).

Isabelle Coutant, chargée de recherche en sociologie au CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, à l'EHESS Paris, ouvre son ouvrage en nous rappelant de la photographie du corps d'un enfant syrien mort lorsqu'il tentait de traverser la mer par la côte turque. Le monde fut abasourdi par la cruauté que cette image traduisait. L'année est 2015, l'année au cours de laquelle explose l'actuelle crise migratoire en Europe. Les migrants, souvent venus d'Afrique du Nord fuyant des régimes dictatoriaux et des extrémismes religieux, arrivent en l'Europe soit par la Méditerranée soit par des frontières orientales de la Turquie. Les immigrés qui atteignent les grandes villes européennes ont rencontré un défi : le logement. Où tous ces citoyens seraient-ils hébergés dans des grandes villes multiculturelles telles que Paris ?

Encore considéré comme un quartier dangereux par les Parisiens à cause de la délinquance qui y a sévit à la fin des années 1990, le souci des habitants du XIX<sup>ème</sup> arrondissement de Paris concerne le manque d'activités culturelles et de loisir dans le quartier. En conséquence, le mécontentement de la population des alentours fut accru par la présence des migrants. Pourquoi ces migrants ne sont-ils pas logés dans le XVI<sup>ème</sup> ou dans les quartiers qui reçoivent déjà beaucoup d'investissements publics ? Pourquoi ces migrants sont-ils logés dans un quartier populaire oublié par le gouvernement d'Anne Hidalgo ? Devons-nous être punis à cause de la négligence de l'État français en ce qui concerne le droit d'asile ? Cette question est la problématique qui guide toute l'ethnographie d'Isabelle Coutant.

L'une des solutions proposées aux personnes récemment arrivées en Europe était la formation de collectifs autonomes qui ont pour but l'insertion politique au sein de la reconnaissance des droits d'asile et des politiques publiques concernant l'accueil à ceux qui avaient laissé leur pays en raison des conflits armés. D'où les mobilisations, principalement dirigées par la gauche, en opposition au parti de Marine Le Pen, lesquelles ont soutenu ceux qui étaient encore invisibles aux yeux du *Welfare State*.

La Guerre Froide a redessiné les lieux des conflits armés au Nord de l'Europe. Suite à ce nouvel ordre mondial, les années 1990 ont vu les questions des migrants et des sans-papiers en France être au cœur du débat social. Isabelle Coutant établit au début de son ouvrage l'état de l'art des recherches scientifiques de l'époque en prenant les histoires autour de la Place des Fêtes comme le fil rouge du contexte de l'occupation d'un lycée. C'est un quartier toujours stigmatisé par les Parisiens.

Ensuite, l'auteure plonge dans l'univers de l'ethnographie et raconte comment elle a accompagné une grande mobilisation ayant lieu dans le XIX<sup>ème</sup> arrondissement de Paris pendant trois mois, l'occupation de l'ancien lycée, Jean-Quarré, sur la Place des Fêtes, pour la revendication du droit au logement aux immigrés récemment arrivés en Europe. Mère d'un élève d'un collège situé à côté de l'immeuble de l'occupation, habitante du quartier, sociologue intéressée par les causes des quartiers populaires et surtout citoyenne Parisienne, l'auteure fut tout à fait insérée dans le contexte où le conflit se déroulait. Elle a fait face au dilemme vécu par tout anthropologue et sociologue de causes sensibles, être complètement affecté – selon les mots de Jeanne Favret-Saada (2009) – par son objet d'études. Son engagement politique dans la sociologie urbaine l'a conduite à participer à l'occupation qui est devenue une

polémique démesurée auprès de la mairie de Paris en 2015.

À partir de données ethnographiques et d'entretiens réalisés avec la population du quartier où elle-même vivait, l'auteure retrace une expérience presque linéaire des événements qui se sont déroulés pendant trois mois, du 31 juillet jusqu'à octobre 2015, à partir de la prise du bâtiment jusqu'à son évacuation. L'auteure décrit la chaîne des différentes trajectoires des immigrés, les différents niveaux de leurs engagements, ainsi que des récits d'habitants du quartier qui se souciaient du développement de la région, déjà discriminée par le pouvoir public et par la population Parisienne. En montrant les relations, tensions et différentes formes de mobilisations selon l'appartenance des acteurs face à une même cause, l'ouvrage se présente comme une analyse des discours de l'(in)tolérance.

Comme méthode d'objectivation, l'auteure se place dans la suite de Pierre Bourdieu par rapport à la notion des espaces de point de vue (BOURDIEU, 2003). Ce concept permet de saisir les raisons pour lesquelles les individus manifestent leurs perspectives – ce que cela engendre au sein de la sociabilité des différents intérêts et les multiples façons de se mobiliser dans l'espace urbain et public. Ces perspectives sont à la fois issues de la souffrance qu'éprouvent les migrants en tant qu'habitants d'un même espace. Ces individus, issus de plusieurs endroits, ayant déjà fait face à des conflits liés à l'ethnicité ou des idéologies religieuses, voient alors une résonance dans ces mobilisations. Tels que ceux de Bourdieu, les écrits d'Isabelle Coutant s'inscrivent dans un discours politique dont on parle en France et en Europe : l'altérité par la migration.

Alors qu'avant son occupation l'immeuble aurait dû devenir une médiathèque pour les habitants du quartier, l'impossibilité d'avoir un lieu culturel dans les environs de la Place des Fêtes dérangeait quelques habitants du quartier. Certains arguments dénonçaient l'inégalité de l'occupation au-delà d'apporter le fait que le lycée Jean-Quarré était devenu un « un nid de saleté, de maladie et de crime » (p. 58). Le fait d'être déjà un quartier discriminé par la population Parisienne est, par-dessus tout, inquiétant pour les habitants. Comment pourraient-ils rester dans une situation considérée comme une « situation d'inégalité » par rapport aux quartiers plus touristiques et plus chers de la capitale française ?

Plusieurs associations de bénévolat, constituées surtout de femmes – Coutant renforce particulièrement le genre des bénévoles –, y compris que les hommes semblaient avoir des participations ponctuelles dans le déroulement de l'occupation alors que les femmes s'occupaient des mobilisations auprès du pouvoir public, se sont engagées dans le soutien aux migrants en général, notamment pour que les enfants aient accès à des activités culturelles et artistiques. Elle décrit les barrières d'acceptations et les restrictions auxquels les migrants sont soumis. Quelques-uns, par exemple, ont atteint le statut d'élève invité à l'École Normale Supérieure. Le certificat de scolarité est néanmoins le seul papier qu'ils portaient.

Au regard des associations bénévoles, Isabelle Coutant propose de distinguer deux types d'institutions engagées : d'une part celles dirigées par la gauche – qui y voient une occasion de se placer contre la droite du gouvernement et de se saisir de la cause des migrants comme la fin de ses travaux –, d'autre part, des organisations

de l'Église qui, pour faire l'appel aux valeurs chrétiennes, reçoivent des donations de vêtements, nourritures et produits d'hygiène.

De surcroît, beaucoup de femmes, comme Myriam (tous les informants nous sont présentés par des pseudonymes afin de ne pas révéler la vraie identité des interlocuteurs), petite-fille de Juifs et belle-fille d'un Espagnol clandestin, se sont senties touchées sentimentalement par la cause des réfugiés. L'envie d'aider les immigrés leur a poussé à être actives devant la Mairie de Paris, de sorte qu'elles forment un collectif de soutien aux occupants. Réunies et organisées dans leurs maisons, ces femmes ont constitué des piliers dans la mobilisation locale pour les immigrants. Néanmoins, l'auteure montre qu'il y demeure encore des tensions à l'égard des actions de mobilisations dans le voisinage. En effet, malgré la bienfaisance de quelques voisins, il y a eu des témoignages contraires à l'assistance aux immigrés, même par ceux qui ont la citoyenneté française mais qui sont encore des anciens immigrés. Ce que révèlent ces tensions est l'enjeu de l'appartenance et d'identité pas seulement au quartier ou à la ville, mais surtout à la nation.

À partir des récits comme ceux de Myriam et de ses voisines, l'auteure décrit le façon la population du quartier s'est mobilisée afin de faire bouger des décisions de la mairie de Paris. L'un des points essentiels introduit par Isabelle Coutant est la question des femmes en tant que membres articulateurs des actions. Les femmes sont le point principal de mobilisation et d'élocution pour que les migrants – et plus particulièrement aux enjeux concernant les enfants – aient leur légitimité face à la France et à la population française.

Isabelle Coutant nous raconte des exemples d'habitants du quartier qui lui ont dit savoir ce que c'est que d'être arrivé en France à cause des guerres dans leur pays d'origine. Dans leur cas, les choses étaient différentes, soulignent-ils. Ils sont venus pour travailler, et non pas pour ne rien faire tout au cours de la journée. Le sentiment d'injustice se transforme donc en un sentiment de répudiation qui dessine des critiques vers ces immigrés qui sont accusés de passer toute la journée sur leurs portables en plus d'attirer des proxénètes et des pratiques mafieuses au quartier qui vivait des conflits liés à la criminalité et au trafic de drogues pendant de nombreuses années.

Après l'évacuation, quelques migrants afghans proches d'Isabelle Coutant sont allés au collège situé à côté du lycée occupé afin de réaliser des interventions pour les classes de sixièmes et de troisièmes années. Les collégiens, n'ayant eu que le contact avec les occupants à travers les fenêtres, étaient curieux de savoir comment ces personnes avaient quitté leur pays et étaient arrivées en France. Certaines questions menaient à des objets précis comme, par exemple, la compréhension des raisons pour lesquelles ils se sont enfuis en laissant leur famille derrière eux. « Si vous aviez su que ce serait aussi difficile, est-ce que vous seriez partis ? », leur demande un garçon. Les récits des migrants sont devenus une manière de défaire le décalage entre les enfants et les « voisins », et surtout une façon de donner la parole à ceux qui n'étaient jamais écoutés par les institutions françaises.

Jusqu'en 2016 l'occupation de l'ancien lycée a eu des répercussions dans les vies des occupants. Au mois de Mars, par exemple, Bassam, l'un des élèves invités de

l'ENS, participe à une conférence à l'Université Paris 8, « la conférence des réfugiés ». En citant Hannah Arendt, il se demande comment les migrants peuvent causer autant de troubles au sein de la société française ? De cette façon, l'auteure nous démontre que les conséquences découlent des efforts non seulement des collectifs de gauche qui ont soutenu l'occupation, mais aussi des femmes habitantes du quartier qui ont mobilisé les alentours. Quelques institutions parisiennes, comme les universités ou même l'Église, ont également construit un plan d'action d'accueil à ces migrants. Bien que leur existence en tant que citoyens « hors-lieu » soit toujours remise en question à cause du manque de papiers et de logement, le support de la société civile a rendu possible que ces sujets aient l'occasion d'être accueillis au sein de la société française. Au fond, l'accès à la connaissance et au milieu académique ont fourni aux migrants le début d'une réflexion *sine qua non* à la manutention du pouvoir colonisateur de la France en tant qu'une nation développée, dotée d'une souveraineté outre-mer : pourquoi je ne peux pas être là et pourquoi ma présence dérange tellement les citoyens français ayant ses propres privilèges grâce à la main-d'œuvre coloniale ? Pourquoi je ne peux pas être en France et être reconnu comme un individu doté des droits fondamentaux qui sont la base de la république ?

Enfin, lorsqu'on lit l'ethnographie d'Isabelle Coutant on se pose des questions comme : où est le droit cosmopolite kantien<sup>1</sup> ? Pourquoi nous sommes tous seulement des citoyens fermés dans un territoire délimité par cette chose que nous appelons « la souveraineté » ? L'auteure nous expose qu'à la fin des années 1990, Michel Agier (2002) avait déjà réalisé des mobilisations pour que certaines actions pour l'accueil des migrants en France soient formulées. Le sujet n'est pas récent et la politique internationale d'accueil aux migrants est davantage à l'ordre du jour des élections et des conférences européennes.

N'oublions jamais que la France fut un des grands empires colonisateurs du monde, une nation qui exerce toujours son pouvoir outre-mer. Il faut que la France trouve des manières, selon Isabelle Coutant, de se reconnaître comme une terre de migrations, de trouver plutôt la richesse dans les grands échanges culturels ayant lieu à Paris que des échecs.

La question mise en lumière dans le livre est la migration et son rapport aux quartiers populaires. Ces quartiers sont aussi des acteurs de la politique française, particulièrement dans leur condition de destin de ces migrants qui arrivent en Europe sans travail et sans hébergement. Est l'acte de lutter contre la discrimination face aux quartiers populaires et aussi face aux migrants une façon d'être entendu par la république ?

« La plus mauvaise décision que j'ai prise dans ma vie, c'est d'avoir quitté mon pays » (p. 183), nous dit-il un répondant dans un moment de découragement...

<sup>1</sup> Pour Emmanuel Kant, basé sur les concepts du droit international, les individus sont des citoyens du monde. Chez lui, le Principe de l'hospitalité universelle est la clef pour la paix perpétuelle. L'état de paix est donc une manutention de la raison humaine. Autrement dit, la paix est atteinte dès l'établissement d'une citoyenneté universelle où le droit est concentré sur le rapport entre l'État et les citoyens des autres États (*ius cosmopolitanum*). De cette manière, l'application des droits – y compris les droits fondamentaux – est indépendante du lieu – le territoire – où l'individu est (KANT, 1880).

## REFERÊNCIAS BIBLIOGRÁFICAS

AGIER, Michel. **Aux bords du monde** : les réfugiés. Paris : Flammarion, 2002

BOURDIEU, Pierre. **La misère du monde**. Paris : Éditions du Seuil, 1993

COUTANT, Isabelle. **Les Migrants en Bas de Chez Soi**. Paris : Éditions du Seuil, 2018

FAVRET-SAADA, Jeanne. Être Affecté. In \_\_\_\_\_, **Désorceler**. Paris : Éditions de l'Olivier, 2009, pp. 145-160.

KANT, Emmanuel. **Essai philosophique sur la paix perpétuelle**. Paris : G. Fischbacher Libraire-Éditeur, 1880